

**PARTI ISHEMA**



*VERITE – INTREPIDITE -JUSTICE SOCIALE*

**Proposition d'une Feuille de Route  
Pour la  
Gouvernance du Rwanda après la Pandémie du COVID-19**

*CONTRIBUTION DU PARTI ISHEMA*

**Parti ISHEMA**

**Proposition d'une Feuille de Route**  
**Pour la**  
**Gouvernance du Rwanda après la Pandémie du COVID-19**

---

**Résumé**

*Par ce document, le Parti ISHEMA donne une contribution pour la création des capacités managériales, politiques et administratives permettant la préparation et la résilience face aux potentiels chocs dans l'avenir. En effet, bien que la pandémie COVID – 19 ait causé ses propres dégâts, force est de constater que ceux-ci auraient pu être évités dans un système politique avec des institutions fortes et un environnement socio-économique plus libre et propice à l'optimisation du potentiel national.*

*Afin de doter le pays de telles capacités, les signataires proposent la tenue en urgence d'un **dialogue inter rwandais** dans l'objectif d'étudier et de mettre à pied un plan de sortie de la crise occasionnée par la mauvaise gestion publique et manifestée par la pandémie Covid-19. Les résultats de ce dialogue devraient compter entre autres :*

- 1. L'ouverture de l'espace politique pour permettre à toutes les forces vives du pays de jouer leur rôle dans la refondation de la nation.*
- 2. La proposition d'un gouvernement de transition qui ouvre les portes à l'opposition politique et tous les acteurs de la société civile avec la mission de préparer les élections démocratiques de 2024.*
- 3. La restructuration des institutions de l'Etat pour en faire des organes démocratiques, efficaces et opérationnels.*
- 4. La refonte des forces de l'ordre du pays et création des services dignes de confiance, et qui reflètent la réalité de la société rwandaise.*
- 5. La création des commissions distinctes chargées des questions diverses*

*Nous appelons le gouvernement rwandais à faire tout en son pouvoir pour soutenir ce projet, et la communauté internationale à apporter son soutien diplomatique et un accompagnement sans réserve. Les investisseurs et partenaires économiques et financiers du Rwanda sont également invités à apporter leur contribution, le seul moyen de garantir la soutenabilité de leur prospérité.*

---

**Le Parti ISHEMA recherche à promouvoir la Démocratie au Rwanda à travers les valeurs de Vérité, Intrépidité et Justice Sociale.**

**E-mail:** [ishema\\_party@yahoo.fr](mailto:ishema_party@yahoo.fr) **Website:** <https://www.ishema-party.org/en/>

## 1. Introduction

Le monde est confronté au COVID-19, une maladie signalée pour la première fois à Wuhan en Chine en date du 31 décembre 2019<sup>1</sup>. Le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a annoncé que la maladie était devenue une pandémie, avec, à cette date-là, 117000 personnes infectées dans plus de 100 pays de la planète<sup>2</sup>.

Les mesures prises par les pays pour endiguer la propagation du COVID-19 incluent le confinement partiel ou total, dépendamment des décisions politiques et moyens économiques disponibles. Ensuite viennent les politiques fiscale et budgétaire qui selon l'OCDE<sup>3</sup>, devraient apporter un soutien aux ménages et entreprises avant d'envisager une reprise économique. La Banque Mondiale<sup>4</sup> met en garde les Etats qui, au lieu de prendre en compte les spécificités de leurs sociétés, se contentent d'exécuter les mesures proposées dans d'autres pays. Les prédictions montrent que l'économie mondiale sera en générale très affectée, et l'Afrique, en particulier, pourrait enregistrer sa première récession depuis 25 ans<sup>5</sup>. Il est conseillé de trouver une stratégie qui à la fois sauve des vies tout en protégeant les moyens d'existence pour s'assurer d'un avenir plus résilient.

Au Rwanda, le premier cas a été déclaré le 14 mars 2020 et, au mois de juin 2020, on dénombre plus de 450 cas confirmés dont 297 guérisons, et deux (2) décès<sup>6</sup>. Il n'y a pas eu de déclaration d'état d'urgence en bonne et due forme telle que prévue par la Constitution en sa version en vigueur, plutôt, les mesures de confinement total ont été annoncées en date du 21 mars 2020 au moment où les cas testés positifs n'étaient que 19. Il n'y a pas eu d'accompagnement socio-économique, alors que la majorité des Rwandais sont impliqués dans les activités économiques du secteur informel et vivent au dépend du salaire journalier. Le confinement total qui leur a été imposé pose beaucoup plus de dégâts que la pandémie. A partir du 2 juin 2020, le gouvernement a levé le confinement sur tout le territoire national à l'exception des districts de Rusizi et Rubavu où les cas nouveaux ont été récemment repérés<sup>7</sup>.

Durant cette période du COVID-19, le Rwanda a contracté des dettes, et reçu des aides pour assister dans la gestion de la pandémie et ses effets sur les familles les plus fragiles. Le Fonds Monétaire International (FMI) a accordé une facilité de crédit à hauteur de 109 millions de dollars<sup>8</sup> et la Banque Mondiale a également approuvé un crédit de 14,25 millions de dollars<sup>9</sup> au Rwanda. Comme dons, les États-Unis ont apporté 1 million de dollars, l'Union Européenne a promis 56 millions de dollars<sup>10</sup>, le milliardaire chinois Jack Ma a donné un lot de kits de test

<sup>1</sup> <https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019>

<sup>2</sup> <https://www.rtl.fr/actu/bien-etre/coronavirus-a-partir-de-quand-parle-t-on-d-une-pandemie-7800237732>

<sup>3</sup> <https://www.oecd.org/fr/ctp/politiques-fiscales/les-politiques-fiscale-et-budgetaire-devraient-continuer-de-soutenir-les-menages-et-les-entreprises-pendant-la-periode-de-confinement-puis-etayer-la-reprise.htm>

<sup>4</sup> <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/33541/9781464815683.pdf?sequence=10&isAllowed=y>

<sup>5</sup> Idem

<sup>6</sup> Données du 09 juin 2020

<https://news.google.com/covid19/map?hl=fr&mid=%2Fm%2F06dfg&gl=FR&ceid=FR%3Afr>

<sup>7</sup> [https://www.primature.gov.rw/index.php?id=2&no\\_cache=1&tx\\_drblob\\_pi1%5BdownloadUid%5D=788](https://www.primature.gov.rw/index.php?id=2&no_cache=1&tx_drblob_pi1%5BdownloadUid%5D=788)

<sup>8</sup> <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/02/pr-20130-rwanda-imf-executive-board-approves-disbursement-to-address-covid19>

<sup>9</sup> <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/07/world-bank-group-supports-rwanda-covid-19-response>

<sup>10</sup> <https://www.newtimes.co.rw/news/eu-pledges-rwf528-billion-rwandas-covid-19-response>

de coronavirus et matériel de prévention<sup>11</sup>, et le Qatar a apporté 15 tonnes de matériel médical<sup>12</sup>. En date du 8 juin l'Union Européenne a accordé une subvention de 52 millions pour réduire les impacts du COVID-19<sup>13</sup>.

Certes, la pandémie COVID – 19 a eu ses conséquences, pourtant celles-ci auraient pu être évitées si le système politique était fondé sur des institutions fortes et dans un environnement socio-économique libre et propice à l'optimisation du potentiel national. A vrai dire, la pandémie a permis d'observer les lacunes déjà existantes dans le système de gouvernance rwandais. Dans ce document, sont exposées (1) les fragilités institutionnelles à réparer, (2) les malversations financières à éviter (3) et les souffrances infligées au peuple rwandais. Enfin, les recommandations à adopter sont proposées pour bâtir une nation politiquement forte, économiquement et socialement résiliente.

## ***2. Les manquements graves administratifs et politiques***

### ***2.1 Décisions politiques et administratives sans base légale***

Bien avant la pandémie COVID-19, le Rwanda souffrait de plusieurs fragilités institutionnelles en raison de son système de gouvernance qui ne garantit pas la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Avec la pandémie, on a observé des irrégularités qui le confirment.

- Les mesures de confinement ont été annoncées<sup>14</sup> dans l'ignorance totale de la Constitution rwandaise<sup>15</sup>. Cette violation gravissime de la loi suprême de la nation a poussé certains acteurs à demander la démission<sup>16</sup> du président de la république et de tout le gouvernement, ce qui aurait été automatique et impératif dans une gouvernance démocratique. Toutes les prorogations<sup>17</sup> de ces mesures n'ont pas respecté les provisions constitutionnelles, non plus.
- Le retrait de la totalité du salaire des membres du cabinet et les hautes autorités du pays pour le mois d'avril annoncé par le bureau du Premier Ministre n'a pas respecté la loi, selon laquelle, personne n'a le droit de retenir un salaire sans un accord préalable des concernés<sup>18</sup>. Pire encore, cette décision a été appliquée à l'encontre des membres du parlement et du pouvoir judiciaire.

<sup>11</sup> <https://edition.cnn.com/2020/03/16/africa/jack-ma-donate-masks-coronavirus-africa/index.html>

<sup>12</sup> <http://apanews.net/en/news/rwanda-receives-15-tonnes-of-medical-kits-donation-from-qatar-to-fight-covid-19>

<sup>13</sup> <https://www.lereporter.ma/afrique/rwanda-covid-19-subvention-de-52-millions-deuros-de-lue-pour-reduire-limpact-socio-economique/>

<sup>14</sup> [https://www.primature.gov.rw/index.php?id=2&no\\_cache=1&tx\\_drblob\\_pi1%5BdownloadUid%5D=779](https://www.primature.gov.rw/index.php?id=2&no_cache=1&tx_drblob_pi1%5BdownloadUid%5D=779)

<sup>15</sup> Article 108 paragraphe 3 et article 136 paragraphes 1,2 et 3 de la Constitution du Rwanda de 2003 telle que révisée jusqu'aujourd'hui. <http://www.rwandabar.org.rw/wp-content/uploads/2017/03/The-New-Constitution-of-the-Republic-of-Rwanda-3.pdf>

<sup>16</sup> <http://ishema-party.org/en/amakuru/189-nous-appelons-a-la-demission-de-paul-kagame.html>

<sup>17</sup> [https://www.primature.gov.rw/index.php?id=2&no\\_cache=1&tx\\_drblob\\_pi1%5BdownloadUid%5D=785](https://www.primature.gov.rw/index.php?id=2&no_cache=1&tx_drblob_pi1%5BdownloadUid%5D=785)  
[https://www.primature.gov.rw/index.php?id=43&no\\_cache=1&tx\\_drblob\\_pi1%5BdownloadUid%5D=786](https://www.primature.gov.rw/index.php?id=43&no_cache=1&tx_drblob_pi1%5BdownloadUid%5D=786)

<sup>18</sup> <https://rwandalii.africanlii.org/content/official-gazette-n%C2%BA-special-692018>

- Les mesures de confinement n'ont pas occasionné la création d'autres lois régissant le comportement des citoyens pendant la période visée. Ainsi, les amendes ou arrestations des citoyens qui « violent » les mesures de confinement n'ont pas de base légale<sup>19</sup>.
- L'absence des autorités et des élus auprès du peuple dans ces moments difficiles n'a fait qu'alimenter les doutes sur les capacités du président de la république de diriger, et de l'engagement du gouvernement dans l'intérêt général du pays. La signature inhabituelle du Premier Ministre « au nom du Président de la république » sans moindre explication a exacerbé les irrégularités administratives et abus des pouvoirs<sup>20</sup>.

## 2.2 Les malversations financières

Dans son mode de gouvernance, le gouvernement rwandais a mis en place un système économique oligopolistique avec la majorité d'activités importantes sous contrôle du Cristal Ventures<sup>21</sup>, un conglomérat pro FPR (Front Patriotique Rwandais, parti au pouvoir) qui domine tous les secteurs économiques et auquel la quasi-totalité des marchés publics et privés sont octroyés. Le manque de transparence et de système de reportage fiable a facilité les malversations financières, investissements mal conseillés, ainsi que les dépenses extravagantes et frauduleuses des fonds publics. Selon le rapport de l'Auditeur général pour l'année fiscale 2017-2018, un montant de 284 millions de dollars ont disparu des coffres de l'Etat. Ce montant est supérieur au double du budget alloué au ministère de l'agriculture, sachant que le secteur agricole emploie la vaste majorité de la population<sup>22</sup>.

L'on pourrait citer, entre autres, les projets comme One web program<sup>23</sup> dans lequel 1.2 milliards de dollars avaient été investis, les sommes importantes investies dans les équipes européennes de football<sup>24</sup> dans le cadre de la stratégie de promotion du tourisme, les déplacements présidentiels<sup>25</sup> fréquents et abusifs même pour les missions qui auraient pu être menées par d'autres officiels de l'Etat à un cout relativement bas, etc. Il y va sans dire 190 millions de dollars des fonds publics détournés<sup>26</sup> et gardés dans des paradis fiscaux.

Il est regrettable que le gouvernement rwandais n'ait pas présenté sa stratégie contre COVID-19 et qu'aucune structure de gestion de la pandémie n'a été mise en place. Le ministre de l'économie l'a confirmé<sup>27</sup> dans son interview au journal pro gouvernemental en ligne, Igihe.com, en annonçant qu'aucun projet précis n'existe pas, que les fonds reçus seront

<sup>19</sup> <https://www.hrw.org/fr/news/2020/04/24/rwanda-vague-darrestations-et-dabus-lies-au-confinement>

<sup>20</sup> <https://www.pmldaily.com/news/2020/04/breaking-kagame-sacks-ex-army-chief-gen-nyamvumba-from-cabinet-to-face-corruption-inquiry.html>

<sup>21</sup> <https://www.economist.com/business/2017/03/02/the-rwandan-patriotic-fronts-business-empire>

<sup>22</sup> <https://www.chronicles.rw/2020/05/01/rwandas-corrupt-its-men-young-and-only-small-fish/>

<sup>23</sup> <https://spaceflightnow.com/2020/03/30/oneweb-files-for-bankruptcy/>

<sup>24</sup> <https://www.theguardian.com/world/2018/may/29/rwandas-30m-arsenal-sponsorship-divides-opinion>

<sup>25</sup> [https://medium.com/@david.himbara\\_27884/kagame-held-only-7-cabinet-meetings-but-made-42-foreign-trips-in-2019-1a356110c41b](https://medium.com/@david.himbara_27884/kagame-held-only-7-cabinet-meetings-but-made-42-foreign-trips-in-2019-1a356110c41b)

<sup>26</sup> <https://www.chronicles.rw/2020/02/19/research-by-world-bank-officials-shows-190m-rwanda-aid-is-transferred-to-offshore-havens/>

<sup>27</sup> <https://igihe.com/ubukungu/iterambere/article/leta-yagaragaje-uko-miliyari-100-frw-zatanzwe-na-imp-zizakoresha-n-ingaruka>

injectés dans le budget ordinaire, une action qui, normalement aurait dû requérir la bénédiction du parlement par avance. Plus concrètement les défaillances manifestées sont :

- Manque de groupe de travail légalement désigné pour coordonner les actions dans le cadre de la réponse à la pandémie.
- Manque de structure financière légalement reconnue pour coordonner la gestion des fonds reçus à travers les dettes, aides, dons, ainsi que les modalités d'utilisation et distribution de ces fonds et aides reçues en nature.
- Absence de système de reportage fiable, régulier et réglementé pour assurer la transparence du processus.

### ***2.3 Les souffrances infligées aux citoyens rwandais.***

Depuis la fin de la guerre lancée en 1990 et qui a culminé au génocide de 1994 au Rwanda, le pays a attiré l'empathie de la communauté internationale, ce qui a déclenché un soutien financier et diplomatique sans précédent. Jusqu'en 2018, le montant de l'aide étrangère au Rwanda s'élevait à 70,9 % des dépenses publiques, soit en troisième position mondiale<sup>28</sup>. Malgré les aides reçues, le gouvernement a dû recourir à la publication de statistiques<sup>29</sup> erronées pour créer un narratif de succès du pays né des cendres du génocide. Même avec les statistiques inventées, le revenu national brute annuel par tête reste 772,9 dollars en 2019<sup>30</sup>. Selon International Debt Statistics (IDS, 2020)<sup>31</sup>, la dette extérieure a augmenté de 928,9 millions de dollars en 2008 à 5.488,4 millions de dollars en 2018, soit une hausse de 490 %. Pour la même année fiscale, la dette publique seule s'élevait à 3.306 millions, soit 41% du produit intérieur brut<sup>32</sup>.

Les droits de l'homme sont bafoués et plus particulièrement, la liberté d'expression est très limitée. L'opposition politique est menacée, la société civile est délibérément affaiblie, le système judiciaire n'est pas indépendant, les assassinats politiques sont fréquents<sup>33</sup>. L'on observe les exécutions extrajudiciaires, disparitions forcées, tortures, détentions arbitraires par les forces de sécurité de l'État, ainsi que l'ingérence illégale dans la vie privée<sup>34</sup>. En février 2020, un chanteur célèbre au nom de Kizito Mihigo<sup>35</sup> a été retrouvé mort dans une cellule de détention, ce qui a poussé certains acteurs internationaux<sup>36</sup> à demander une enquête indépendante pour éclaircir les circonstances autour de cette mort présentée par la police rwandaise comme un suicide. Le pays occupe la 152ème position sur 156 pays selon le dernier World Happiness Report<sup>37</sup> qui mesure le bonheur des habitants du monde.

<sup>28</sup> <http://wdi.worldbank.org/table/6.11>

<sup>29</sup> <https://www.france24.com/fr/20190813-rwanda-manipulation-statistiques-pauvrete-economiques-financial-times>

<sup>30</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=RW>

<sup>31</sup> <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/32382>

<sup>32</sup> <https://www.indexmundi.com/map/?v=143&l=fr>

<sup>33</sup> <https://www.hrw.org/fr/world-report/2020/country-chapters/337328>

<sup>34</sup> <https://www.state.gov/reports/2019-country-reports-on-human-rights-practices/rwanda/>

<sup>35</sup> <https://www.hrw.org/fr/news/2020/02/20/rwanda-il-faut-rendre-justice-pour-la-mort-de-kizito-mihigo>

<sup>36</sup> <https://www.humanrightsinitiative.org/press-releases/chri-calls-for-urgent-independent-inquiry-into-rwandan-gospel-singers-death>

<sup>37</sup> <https://worldhappiness.report/ed/2019/#read>

Avec la pandémie du COVID-19, cette misère de la population n'a pas cessé, plutôt elle a augmenté. Profitant de la situation incertaine, les militaires se sont attaqués aux civiles et ont violé<sup>38</sup> des femmes dans les bidonvilles de Kigali et dans le camp des réfugiés de Gashora<sup>39</sup>. Au moment où le Premier Ministre a annoncé le confinement total, les services d'administration locale ont continué les démolitions<sup>40</sup> des maisons sous prétexte d'un projet d'urbanisme. Il y a eu des arrestations arbitraires<sup>41</sup> visant les journalistes et blogueurs lanceurs d'alerte au sujet d'injustices commises par les agences de l'État. Les médias locaux sont interdits de faire des reportages sur la situation de famine qui prévaut au pays, l'une des conséquences des mesures de confinement lancées sans penser à pallier les pertes subséquentes de revenus. Comme résultat, les informations diffusées par les médias pro gouvernementaux ne sont pas corroborées par d'autres sources indépendantes, et plusieurs événements ne sont pas couverts pour ne pas montrer la vraie image du régime.

### ***3. Recommandations : Une feuille de route pour l'après COVID-19***

#### ***3.1 Occasion de rétrospection***

Les pays du monde entier forment la sortie de la crise causée par la pandémie. La crise économique mondiale du « Grand confinement<sup>42</sup> » est déjà en cours et l'Afrique pourrait entrer en sa première récession depuis un quart de siècle. Ses impacts toucheront les vies, en particulier, les plus fragiles succomberont. Dans ce cadre, les projets se focalisent sur l'économie : protéger les moyens d'existence, relancer la croissance économique et assurer l'équilibre macroéconomique. A cet effet, le gouvernement rwandais dit avoir besoin de 800 millions de dollars sur une période de deux ans<sup>43</sup>.

Tout comme les autres pays en voie de développement, les yeux sont tournés aux institutions mondiales et organisations internationales pour pouvoir remettre sur les rails leurs économies. Cependant, si les modes de gouvernance restent inchangés, les mauvaises pratiques qui ont occasionné les fragilités face au COVID-19, resteront les mêmes et les pays ne seront jamais capables d'asseoir leur propre indépendance financière et politique, et leur résilience face aux potentiels chocs de l'avenir. Pour le Rwanda, cette crise peut servir non seulement d'occasion de rétrospection, mais aussi d'ouverture d'un nouveau chapitre. Ci-après, nous formulons les propositions à cet égard.

#### ***3.2 La convocation urgente du dialogue inter rwandais***

Les avis des acteurs et observateurs s'accordent sur une réalité : les dégâts causés par la pandémie COVID – 19 auraient pu être évités dans un système politique avec des institutions fortes, dans un état de droit, et une gouvernance qui favorise l'optimisation du potentiel national.

<sup>38</sup> <http://www.therwandan.com/fr/strategie-du-chaos-en-plein-kigali-ou-simple-fait-divers/>

<sup>39</sup> <https://www.theguardian.com/global-development/2020/apr/27/rwandan-police-chief-accused-of-sexual-assault-of-child-refugee-at-un-centre>

<sup>40</sup> <https://www.jambonews.net/actualites/20200320-kigali-reprend-limpitoyable-destruction-des-habitations-malgre-le-covid-19/>

<sup>41</sup> <https://www.hrw.org/fr/news/2020/04/24/rwanda-vague-darrestations-et-dabus-lies-au-confinement>

<sup>42</sup> <https://blogs.imf.org/2020/04/14/the-great-lockdown-worst-economic-downturn-since-the-great-depression/>

<sup>43</sup> <https://www.newtimes.co.rw/news/rwf800-billion-accelerate-rwandas-economic-recovery>



Dans le but d'apporter des capacités managériales, administratives et politiques nécessaires pour une gestion efficace du pays, il nous est commode de suggérer la tenue en urgence d'un dialogue inter rwandais avec l'objectif d'étudier et de mettre à pied un plan de sortie de la crise mondiale occasionnée par la pandémie Covid-19.

### 3.2.1 Les résultats attendus :

1. **L'ouverture de l'espace politique** pour permettre à toutes les forces vives du pays de jouer leur rôle dans la refondation de la nation. Les forces de l'opposition politique et de la société civile opérant en exil devraient être permis d'exercer leurs droits civiques et politiques à l'intérieur du pays dans un cadre légal bien défini.
2. **La proposition d'un gouvernement de transition** qui ouvre les portes à l'opposition politique et tous les acteurs de la société civile avec la mission de préparer les élections démocratiques de 2024. Le parti politique au pouvoir et ses partenaires, les associations, et tout le public national doit être bien préparé à ce changement et sensibilisé à le soutenir dans l'intérêt majeur du pays.
3. **La restructuration des institutions de l'Etat** pour en faire organes démocratiques, opérationnels et efficaces.
4. **La refonte des forces de l'ordre du pays** et création des services dignes de confiance, et qui reflètent la réalité de la société rwandaise.
5. **La création des commissions distinctes chargées des questions diverses** dont :
  - a. La commission chargée de la révision constitutionnelle
  - b. La commission chargée de la gestion des questions familiales, sociales et économiques
  - c. La commission chargée de la gestion des conflits, justice et réconciliation nationale.
  - d. La commission chargée des questions du budget et de la planification économique.
  - e. La commission d'enquête et de rapatriement des fonds illégalement gardés à l'étranger.
  - f. La commission chargée de la question des réfugiés, rapatriement et réintégration.
  - g. La commission de la culture, histoire et éducation civique.
  - h. La commission chargée des questions des autochtones rwandais
  - i. La commission chargée des questions des groupes vulnérables (femmes, jeunesse et handicapés)
  - j. Autres commissions jugées nécessaires

## 4. Conclusion :

La pandémie du COVID-19 aura permis au monde entier de réaliser combien on n'est jamais prêt face à un éventuel danger. Seules les économies déjà stables et bien gérées auront été capables d'affronter les conséquences de cette maladie, et feront preuves de résilience dans la période post-covid-19. Les spécificités des nations obligent que chaque pays organise sa propre stratégie tenant compte de ses propres problèmes socio-économiques, sécuritaires et politiques. La Rwanda se doit de faire face à ses défis aussi,



et pour la première fois dans l'histoire, dans la mesure du possible, impliquer tous les acteurs et forces vives de la nation. Nous appelons le gouvernement rwandais à faire tout en son pouvoir pour soutenir ce projet, et la communauté internationale à apporter son soutien diplomatique et accompagnement sans réserve. Les investisseurs et partenaires économiques et financiers du Rwanda sont également invités à apporter leur contribution, le seul moyen de garantir la soutenabilité de leur prospérité.

Fait à Montréal, le 09/06/2020.

Nadine Claire KASINGE, Présidente.

